

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur les tarifs et conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel**Réponse de Storengy****Q1 Etes-vous favorable à la fusion des zones Nord H et Nord B au 1^{er} avril 2013 ?**

Storengy estime que la démarche de simplification de la structure contractuelle d'accès aux réseaux de transport, bien que pouvant engendrer des contraintes en certains points du réseau, est nécessaire et globalement positive. A ce titre, la création d'un schéma à deux zones GRTgaz Nord et Sud au 1^{er} janvier 2009 a permis la mise en place d'une offre Storengy plus variée dans chacune des zones et plus évolutive permettant de mieux répondre aux différents besoins des fournisseurs de gaz naturel. Toutefois, cette simplification du schéma de transport s'est par la suite traduite par la mise en place de règles de transport à l'interface des groupements de stockage, singulièrement complexes et affectant l'attractivité des offres Storengy.

Pour ce qui concerne plus directement la fusion des zones Nord H et Nord B, l'analyse n'ayant pas dépassé le stade préliminaire, Storengy s'interroge sur la faisabilité opérationnelle et commerciale d'une telle évolution, celle-ci nécessitant la double maîtrise des approvisionnements en gaz B à Taisnières, et de la gestion du stockage de Gournay.

Storengy sera donc particulièrement attentif à ce que la définition des règles opérationnelles et contractuelles permettant à tout moment d'assurer l'équilibrage physique du réseau de gaz B se fasse en respectant les règles de gestion contractuelle et physique du stockage et en préservant la souplesse offerte par l'offre stockage pour les besoins du marché.

Enfin, la compatibilité de ces règles devra être examinée au regard du mécanisme d'allocation des capacités de stockage et du respect des Obligations de Service Public.

Q2 Etes-vous favorable à la mutualisation totale du coût de conversion du gaz H en gaz B (service « base » uniquement) dès le 1^{er} avril 2011 ?

-

Q3 Quels enseignements tirez-vous des résultats de l'étude des réseaux menée par GRTgaz et TIGF ?

Les travaux menés par GRTgaz et TIGF ont permis de répondre partiellement aux objectifs de l'étude, spécifiquement pour ce qui concerne les conditions techniques relatives à la création d'une place unique de marché en zone sud.

En revanche, l'étude du réseau à l'horizon 2015 et 2018 visant à étudier les congestions et les solutions qui pourraient être mises en œuvre pour y remédier avec une première estimation coûts/délais n'a pu être réalisée.

Storengy considère que l'absence de réponse concrète à la levée de la congestion majeure affectant le réseau de transport français, à savoir la capacité de transport de la liaison Nord-Sud, n'est pas satisfaisante.

En effet, les difficultés significatives pour acheminer le gaz depuis et vers les groupements de stockage Sediane Littoral et Serene Sud rendent difficiles leur commercialisation, et conduisent à diminuer l'attractivité de ces stockages, avec des répercussions possibles sur la sécurité d'approvisionnement.

Q4 Etes-vous favorable à une diminution du terme tarifaire à l'interface entre les zones TIGF et GRTgaz Sud au 1^{er} avril 2011, si la création d'une place de marché unique dans le sud au 1^{er} avril 2013 est retenue ?

Storengy est a priori favorable à la diminution du terme tarifaire à l'interface entre les zones TIGF et GRTgaz Sud au 1^{er} avril 2011 à la condition que cette évolution d'une part reflète les coûts de transport entre les zones GRTgaz et l'Espagne, et d'autre part n'affecte pas le terme tarifaire aux points d'interface transport stockage (PITS) sur le réseau de GRTgaz.

Q5 Etes-vous favorables aux autres évolutions de la structure tarifaire envisagées ?

Pour ce qui concerne les tarifs applicables à l'interface avec les stockages, Storengy n'est pas favorable à la hausse des termes tarifaires aux points d'interface transport stockage (PITS) sur le réseau de GRTgaz.

Storengy considère que les investissements réalisés sur le réseau de transport de GRTgaz n'ont pas conduit à une amélioration de l'accès aux stockages. Même si le GRT doit garantir des capacités d'entrée et de sortie suffisantes à l'interface des stockages, l'augmentation des capacités de stockage n'est pas pour autant à l'origine de développement sur le réseau de transport.

Les limites actuelles affectant par ailleurs les capacités de transport aux points d'entrée et de sortie de certains stockages demeurent importantes. Au-delà du cas particulier de Sediane Littoral et Serene Sud pour lesquels les capacités d'acheminement comportent une part interruptible conséquente, les capacités d'accès aux stockages reposent sur un fonctionnement non garanti du réseau.

Les nouvelles offres de stockage de type « multicyclage » introduisent certes un service supplémentaire. Cependant, proposées à la marge des capacités de Storengy, elles n'induisent pas une sollicitation accrue du réseau de transport dans le sens où seul le flux physique résultant est mouvementé à l'interface transport/stockage. Ce fonctionnement n'étant par ailleurs pas garanti par GRTgaz, Storengy en assume pleinement le risque commercial.

Storengy estime de plus que ces offres spécifiques appréciées des expéditeurs permettent d'attirer de nouveaux acteurs en France, et contribuent à développer le marché français du gaz dans sa globalité.

Enfin, Storengy souligne que les tarifs aux points d'entrée et de sortie des stockages sur la zone GRTgaz ont augmenté de 4% entre 2009 et 2010, après une hausse de plus de 116% entre 2008 et 2009.

Q6 Quelle est votre analyse du service de flexibilité infra-journalière proposé par GRTgaz ?

+

Q8 Que pensez-vous du seuil de 0,8 GWh de volume modulé journalier moyen proposé par GRTgaz pour l'application du service de flexibilité infra-journalière ?

La proposition d'un service de flexibilité infra-journalière par GRTgaz s'inscrit dans le cadre des orientations définies par la CRE dans sa délibération du 30 avril 2009. Storengy tient à rappeler qu'il n'est pas favorable à la mise en place d'un « modèle intégré » de flexibilité infra-journalière fournie par le GRT aux utilisateurs de son réseau.

En effet, ce choix (i) conduit les GRT à commercialiser des services qui ne sont pas strictement nécessaires au transport du gaz naturel, (ii) entrave toute relation directe entre utilisateurs et fournisseurs de flexibilité, qui aurait été préférable dans le cadre d'une logique de marché pour des raisons de pertinence et d'efficacité des signaux de prix, et (iii) n'est pas incitatif en terme d'investissement dans le développement des moyens de modulation.

C'est pourquoi, Storengy a publié dès mars 2009 une proposition d'offre de flexibilité infra-journalière à destination de l'ensemble des acteurs du marché, réajustée en mars 2010, via une approche « prix de marché ». Cette proposition d'offre directe au marché a vocation à favoriser l'émergence d'un marché de la flexibilité infra-journalière, et est conforme avec l'approche retenue par la Commission Européenne (3^{ème} directive notamment).

Ceci étant précisé, l'étude menée par les transporteurs sur la capacité de l'ensemble des infrastructures gazières à répondre aux besoins de flexibilité infra-journalière des centrales de production d'électricité confirme l'augmentation très significative des besoins de modulation infra-journalière, directement liée à la demande des centrales électriques, et montre la nécessité pour GRTgaz de recourir à une sollicitation accrue des infrastructures, notamment celles des opérateurs de terminaux méthaniers et de stockage, afin de couvrir le besoin de flexibilité de ces sites de consommation.

L'offre de service de flexibilité infra-journalière de Storengy s'inscrit dans cet objectif, et consiste en la possibilité de faire varier au cours d'une même journée les quantités injectées ou soutirées sur des groupements de stockages, de façon à équilibrer des quantités horaires livrées en entrée ou sortie du réseau de transport. Cette offre, basée sur une sollicitation additionnelle à celle liée à l'utilisation saisonnière des stockages, dans la limite de leurs possibilités techniques notamment afin de préserver leurs performances, repose sur des capacités primaires non utilisées et est donc, par nature, interruptible. Ce service est conçu autour du principe d'une déclaration des besoins de modulation la veille pour le lendemain afin d'informer et préparer les sites de stockage aux modulations à effectuer.

Concernant les caractéristiques du service de flexibilité infra-journalière proposé par GRTgaz, Storengy partage les principes d'accès à ce service (en particulier l'obligation de souscription pour les sites présentant en moyenne un volume modulé journalier supérieur à un seuil de 800 MWh, et l'obligation de déclaration d'un profil horaire de consommation du site la veille pour le lendemain), et sa structure fondée sur les deux dimensions caractérisant le besoin de flexibilité infra-journalière : le volume de gaz modulé et l'amplitude de débit globale (à la hausse et à la baisse).

Q7 Etes-vous favorable à la répercussion des coûts supplémentaires liés à la flexibilité infra-journalière aux sites fortement modulés à travers un service spécifique ?

L'étude menée par les transporteurs montre que la sollicitation accrue du stock en conduite et des outils industriels (terminaux méthaniers, stockages), indispensable à la fourniture de flexibilité infra-journalière aux centrales électriques, génère des coûts supplémentaires. Storengy partage ce point de vue et s'est d'ailleurs exprimé en ce sens dans ses courriers récents de réponse à la CRE. Ces coûts strictement induits par le fonctionnement spécifique des sites fortement modulés n'ont par ailleurs pas lieu de peser sur les autres utilisateurs des réseaux.

De nouveau, Storengy considère que les services de flexibilité infra-journalière devraient être commercialisés par les fournisseurs de flexibilité directement aux utilisateurs de celle-ci, dans le cadre de la logique de marché prônée par la Commission Européenne (cf. réponse Q6+Q8).

Q9 Quelle est votre analyse du service de flexibilité infra-journalière envisagé par la CRE ?

Storengy ne partage pas l'analyse de la CRE des coûts présentés par GRTgaz dans la présente consultation publique, et en particulier concernant l'offre de flexibilité de Storengy à GRTgaz.

En premier lieu, Storengy rappelle qu'un ensemble d'éléments a été fourni à la CRE concernant l'offre de flexibilité infra-journalière liée au besoin des centrales électriques que Storengy pourrait mettre à disposition de GRTgaz :

- publication dès mars 2009 d'une proposition d'offre de flexibilité infra-journalière à destination de l'ensemble des acteurs du marché, réajustée en mars 2010 ;
- communication en date du 3 octobre 2009 de l'ensemble des éléments techniques caractérisant le potentiel de flexibilité infra-journalière du parc de stockages souterrains français de Storengy sur la période 2010-2015 ;
- courriers des 14 avril et 12 juillet 2010 détaillant la proposition d'offre de flexibilité infra-journalière de Storengy à GRTgaz ;

Storengy y explique, notamment (cf. courrier du 12 juillet précité), en quoi la sollicitation accrue des stockages et les contraintes de fonctionnement supplémentaires entraîneront indéniablement une augmentation des charges d'exploitation et de maintenance, un vieillissement accéléré des installations et une incidence sur la performance journalière des sites.

Storengy insiste sur la gestion particulièrement complexe, d'un point de vue technique et opérationnel, de la sollicitation des stockages en mode infra-journalier rendant délicate la quantification précise, jour par jour et site par site, des charges liées à une telle sollicitation :

- incidence des ajustements réalisés en temps réel pour répondre aux diverses exigences du système gazier (re-nominations des expéditeurs, aléas de consommation, aléas et opérations techniques, etc.),
- évaluation complexe des capacités de modulation infra-journalière des sites de stockage, qui dépendent de l'interaction de nombreux paramètres variant constamment (niveau de gaz en stock, caractéristiques du réservoir et des installations de surface, pression d'exploitation du réseau, etc.), et dans le souci constant de ne pas compromettre l'outil industriel,
- complexité de l'estimation de la mobilisation des moyens nécessaires à la réalisation de la prestation demandée du fait, notamment de la combinaison (et variabilité) des paramètres cités ci-dessus.

Le prix constituant l'offre de flexibilité infra-journalière repose sur une part variable proportionnelle à l'utilisation du service (basée sur les prix du MWh injectés et soutirés de l'offre de base, adaptés à l'infra-journalier), et une part fixe représentant les charges supplémentaires liées à la mise en place d'un système de gestion de la modulation infra-journalière. Ce prix est comparable avec les prix pratiqués sur d'autres marchés à équilibrage horaire tels que ceux de la Belgique et du Pays-Bas, et l'approche retenue en phase avec la logique de marché favorisant la concurrence entre les différents outils de flexibilité.

Ceci étant rappelé, Storengy ne rejoint pas l'analyse de la CRE selon laquelle il conviendrait de différencier le prix de la flexibilité infra-journalière de Storengy à GRTgaz selon la saison et/ou le sens de sollicitation journalière du stockage.

Aux fins d'éviter qu'une telle orientation ne repose sur une mauvaise interprétation, notamment de son offre commerciale, Storengy rappelle que :

- Le service proposé par Storengy consiste en la possibilité de faire varier, au cours d'une même journée, et selon une forte amplitude, les quantités horaires injectées et soutirées contractuellement sur les stockages, de façon à équilibrer des quantités horaires livrées en entrée et en sortie du réseau de transport.
- Ce service équivaut à une offre de flexibilité à la baisse et de flexibilité à la hausse utilisables sur une base horaire, quel que soit le sens de sollicitation du stockage (injection/soutirage). Ainsi pour un site de stockage en phase de soutirage, la flexibilité à la hausse se traduit par la mobilisation de moyens supplémentaires afin de répondre à un sur-soutirage (facturé comme un soutirage horaire supplémentaire) et la flexibilité à la baisse par une adaptation de ces moyens, conduisant à une baisse du soutirage, voire à une injection, (facturé comme une injection horaire), qui nécessite en tout état de cause la mobilisation de personnel, et ne permet pas une exploitation des installations à un régime nominal.

- Le même raisonnement s'applique dans le cadre de l'offre ATS journalière.

En conséquence il n'y a pas lieu de différencier le prix de fourniture de la flexibilité infra-journalière par Storengy selon la saison et/ou le sens de sollicitation journalière du stockage.

Enfin, Storengy conteste la proposition de réduction du prix du service de flexibilité infra-journalier de GRTgaz de 50% telle que l'envisage la CRE, et regrette le manque d'analyse objective et argumentée sur laquelle se fonde cette réduction, par ailleurs préjudiciable à la fourniture d'un service efficace et de nature à couvrir l'ensemble du besoin exprimé. Ce choix n'est de plus aucunement incitatif en terme d'investissement dans le développement de moyens de modulation pourtant nécessaires à la couverture des besoins de flexibilité infra-journalière des centrales de production d'électricité.

Q10 Etes-vous favorable à la définition de deux services distincts, un service de flexibilité infrajournalière pour la programmation la veille pour le lendemain et un service pour les renominations en cours de journée ?

Storengy est favorable à la définition de services distincts de fourniture de flexibilité infra-journalière selon que celui-ci est appelé la veille pour le lendemain dans le cadre d'une programmation permettant de préparer l'ensemble du système gazier à répondre au besoin (y compris les installations de stockage), ou en cours de journée gazière.

Dans ce dernier cas, il est nécessaire de disposer d'une connaissance de l'état du système en temps réel nécessitant le développement, dans un cadre incitatif en terme d'investissement, de moyens spécifiques qui n'existent pas à ce jour.

Q11 Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz concernant l'évolution du système d'équilibrage sur son réseau de transport ?

Au-delà du principe de mise en conformité des règles d'équilibrage avec les dispositions prises par les instances européennes fondée sur une logique de marché, Storengy considère que l'évolution du système d'équilibrage proposée par GRTgaz sur son réseau de transport est nécessaire dans un marché français du gaz désormais bien ouvert et maîtrisé par les différents acteurs, et de nature à favoriser la concurrence entre les différents outils de flexibilité.

Q12 Que pensez-vous de la position de TIGF concernant le système d'équilibrage sur son réseau de transport ?

-

Q13 Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

-

Storengy ne souhaite pas que la confidentialité et l'anonymat des informations soient garanties.